

N° 5164¹**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2003-2004

PROPOSITION DE LOI

portant modification de l'article 12 de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques modifiée par les lois des 2 mars 1963, 17 avril 1970, 1er août 1971, 7 avril 1976, 7 juillet 1977, 31 mars 1978, 9 juillet 1982, 3 mai 1984, 28 janvier 1986, 8 avril 1986, 7 septembre 1987, 15 janvier 1991, 21 décembre 1991, 1er juillet 1992, 27 juillet 1993, 26 août 1993, 18 mars 1997 et du 5 juin 1998

* * *

PRISE DE POSITION DU GOUVERNEMENT

(11.5.2004)

La proposition de loi sous objet a été déposée le 20 mai 2003 par l'honorable député Monsieur Niki Bettendorf et ne comporte qu'un seul article. L'objet de cet article unique est de modifier le paragraphe 4 de l'article 12 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques et d'y adjoindre un nouveau paragraphe 5 et un nouveau paragraphe 8. En s'inspirant du dispositif réprimant l'alcool au volant, la proposition de loi entend étendre le dépistage de produits stupéfiants. Le dispositif proposé vise à instaurer un contrôle systématique de la présence de stupéfiants chez les conducteurs impliqués dans les accidents corporels. Elle autoriserait les membres de la Police Grand-Ducale de leur propre initiative ou sur instruction du procureur d'Etat, à soumettre toute personne qui conduit un véhicule à des épreuves de dépistage, sur le modèle de ce qui existe en matière de dépistage de l'alcoolémie.

La proposition de loi passe en revue les modèles européens en place, se prononce sur les effets de la consommation de stupéfiants sur la conduite automobile et milite en faveur de l'extension du dépistage et de la création d'un délit de conduite sous l'influence de stupéfiants en s'inspirant du dispositif réprimant l'alcool au volant.

Dans ce contexte, il est à noter que le Gouvernement a élaboré un avant-projet de loi qui concrétise sur le plan légal certaines initiatives en vue de l'intensification de la lutte contre l'insécurité routière et qui a trait à côté de l'interdiction de l'abus de substances illicites au volant, à la refonte de la période de stage et à une répression plus sévère de certaines infractions routières qui sont jugées comme étant particulièrement graves.

Le 11 septembre 2003, le Conseil de Gouvernement a marqué son accord avec les orientations d'une note de réflexion préparée, à la demande de Monsieur le Ministre des Transports, par Monsieur Robert Biver, procureur d'Etat à Luxembourg, Monsieur Pierre Reuland, directeur général de la Police Grand-Ducale, et Monsieur Paul Schmit, secrétaire général du Ministère des Transports et président de la Commission de circulation de l'Etat. Cette initiative s'inscrit dans la mise en œuvre du programme d'action européenne pour la sécurité routière „réduire de moitié le nombre de victimes de la route dans l'Union européenne d'ici 2010: une responsabilité partagée“ auquel le Luxembourg a donné son appui lors du Conseil des Ministres des Transports en date du 5 juin 2003. Parmi les mesures proposées par la note de réflexion susmentionnée figure la consommation de drogues en relation avec la conduite.

Le 26 septembre 2003 a eu lieu, sur initiative du Gouvernement, un colloque dont le sujet de discussion fût „les drogues au volant“. Cet événement a permis de réunir des experts nationaux et étrangers issus des forces publiques, du corps médical et scientifique et des administrations concernées. A partir

de l'information y recueillie, un constat de la situation actuelle au Luxembourg ainsi qu'aux pays voisins a pu être établi et des solutions ont pu être discutées.

Sur ce fondement, l'avant-projet de loi se propose de modifier la législation en vigueur dans son volet concernant le dépistage et la répression de substances illicites auprès des conducteurs. L'avant-projet de loi généralise le dépistage de stupéfiants en cas d'accident ayant causé des dommages corporels, autorise les contrôles préventifs et crée un délit de conduite sous l'empire de stupéfiants et rejoint donc les revendications exprimées par la proposition de loi susmentionnée. L'avant-projet de loi va dans la direction d'une actualisation de la législation luxembourgeoise sur l'interdiction de conduire sous l'effet de substances illicites pouvant influencer la conduite d'un véhicule et de l'aligner aux récentes innovations légales dans nos pays voisins, notamment pour simplifier les conditions de dépistage et pour rendre celui-ci systématique à l'instar de l'approche légale retenue pour contrer l'abus d'alcool au volant.

Il n'y partant plus lieu de donner une suite à une initiative législative traitant d'une manière isolée de la question de l'interdiction des substances illicites derrière le volant.